ASSEMBLÉE NATIONALE

14 mars 2025

SORTIR LA FRANCE DU PIÈGE DU NARCOTRAFFIC - (N° 1043)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 826

présenté par

M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, Mme Taillé-Polian, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE 8

Après l'alinéa 9, insérer les alinéas suivants :

« V *quater*. – Le III du même article 6 de la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France est ainsi modifié :

« 1° Le premier alinéa est complété par les mots : « ainsi qu'aux présidents de groupes politiques » ;

« 2° Le second alinéa est complété par les mots : « ainsi qu'aux présidents de groupes politiques » ;

« 3° Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Les présidents de groupes politiques sont astreints au respect du secret de la défense nationale pour les faits, actes ou renseignements dont ils ont pu avoir connaissance dans le rapport transmis. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 8 de cette proposition de loi prévoit l'extension de l'expérimentation de la technique de renseignement par algorithme prévue à l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure. Initialement limitée à la lutte contre le terrorisme, puis élargie aux ingérences étrangères – en expérimentation jusqu'au 1er juillet 2028 –, elle concernerait désormais la criminalité et la délinquance organisée.

La loi de 2021 imposait au Gouvernement de remettre un rapport au Parlement avant le 31 juillet 2025 afin d'évaluer l'efficacité et les implications de cette technique. Or, à ce jour, aucun document n'a été transmis aux parlementaires, empêchant tout contrôle effectif de cette expérimentation.

Si l'article 6 de la loi du 25 juillet 2024 prévoit la transmission de rapports spécifiques à la délégation parlementaire au renseignement (DPR), il est essentiel, au nom du contrôle démocratique, qu'au moins un représentant de chaque groupe politique puisse également en avoir connaissance. Légiférer sur ces questions sans disposer d'informations précises affaiblit la capacité du Parlement à encadrer efficacement ces dispositifs.

Le présent amendement vise donc à élargir l'accès à ces rapports aux présidents des groupes parlementaires, qui jouent un rôle clé dans le travail parlementaire et dans le contrôle de l'action gouvernementale. Afin de garantir la protection des informations sensibles, ces derniers seront, à l'instar des membres de la DPR, soumis aux obligations du secret de la défense nationale. Cette disposition permet ainsi de concilier transparence démocratique et impératif de sécurité.